

02/12/2009 - COMMUNICATION FFSA - FORMULE 1

Réaction du Président Deschaux sur l'annonce par le Conseil Général des Yvelines de la fin du projet de circuit automobile

La récente décision du Conseil Général des Yvelines de renoncer au projet de circuit automobile à Flins est bien évidemment une mauvaise nouvelle pour tous ceux qui pensaient que ce complexe tourné vers l'automobile de demain, avec ses vocations industrielles, mais aussi sportives et événementielles, représentait une grande opportunité pour l'ensemble des acteurs du sport et de l'automobile.

La FFSA tient tout d'abord à souligner le très important travail réalisé autour de ce projet, notamment par le Conseil Général des Yvelines, et malheureusement trop souvent dénigré par des attaques plus démagogiques que réellement justifiées et constructives. De par la nature même du complexe dessiné par Jean-Michel Wilmotte, de par toute la logique de transport tournée dès le départ sur l'idée d'organiser un Grand Prix totalement relié à la capitale par les voies ferrées, ce circuit représentait une innovation mondiale. Il permettait d'entrevoir ce que seraient les nouveaux circuits développés en tenant compte à la fois des contraintes sportives et événementielles, mais aussi des exigences d'intégration dans un paysage et un environnement.

Au-delà de cette déception, cette situation appelle les remarques suivantes :

- Sur le plan automobile, le projet de Flins avait vocation à être une plateforme de recherche pour les constructeurs dans leur travail lié aux nouvelles énergies. Par ailleurs, il faut rappeler que l'Ile de France, région de 12 millions d'habitants, n'a aucun stade dédié à cette activité. Montlhéry a été fermé à la pratique automobile sportive sans qu'aucune solution de remplacement n'ait été trouvée. A ce jour, on constate une recrudescence des incivilités routières. Il est clair que l'existence d'un stade automobile en région parisienne permettrait de disposer d'un outil de formation aujourd'hui cruellement absent.
- Sur le plan sportif, il est regrettable de voir que ce complexe, qui intégrait évidemment une piste automobile, mais aussi la possibilité d'accueillir d'autres grands événements médiatiques et pour lequel un rapprochement et des discussions étaient engagés avec le CNOSF et ses instances chargées du haut niveau, soit arrêté. C'est une occasion de moins pour la France d'accueillir un grand événement.
- Sur le plan économique, alors même que la Corée du Sud vient de se mobiliser pour accueillir en 2010 un Grand Prix de Formule 1, on peut s'étonner que ce type d'événement, troisième spectacle médiatique au monde après les Jeux Olympiques et la Coupe du Monde de Football, soit à ce point dénigré en France par une certaine classe politique. Le dynamisme des pays asiatiques n'est pas contestable, et la volonté de certains pays - comme le Japon, la Malaisie, Singapour depuis 2008 ou la Chine depuis 2004 - à accueillir un Grand Prix de Formule 1 témoigne que ce type d'événement n'est pas du tout, comme certains le prétendent, une image du passé, mais, au contraire le symbole de la capacité d'un pays à accueillir des événements valorisant notamment la haute technologie.

- Sur le plan politique, le cas du circuit de Flins représente un grave dysfonctionnement démocratique : alors même que de très nombreuses procédures et enquêtes étaient déroulées pour étudier l'impact réel de ce projet sur l'environnement, l'économie, les transports, les flux, il est incompréhensible que certaines personnalités politiques ou médiatiques aient pu s'exprimer de façon aussi tranchée sans véritable connaissance du dossier, et semblerait-il par un souci électoraliste à court terme. Pourtant, un récent sondage réalisé par l'institut IPSOS montre qu'une majorité de français est favorable à l'existence des sports mécaniques, et ne considère pas que ceux-ci doivent disparaître pour des raisons environnementales.

Le rapport Augier « pour une politique gagnante des grands événements » de juillet 2009 a conclu à la nécessité d'un Grand Prix de France de Formule 1. Dès lors, une volonté nationale claire semblait acquise. La FFSA peut regretter que cela ne soit visiblement pas le cas.

Le 2/12/2009